



Ministero degli Affari Esteri

Direzione Generale per i Servizi ai Cittadini all'Estero e le Politiche Migratorie

VISA DE COURTE DURÉE (C)

(jusqu'à 90 jours)

INFORMATIONS À L'INTENTION DES ÉTRANGERS

« Droits et obligations des ressortissants étrangers en séjour de courte durée dans l'espace Schengen »

Pour les titulaires d'un visa délivré par l'Italie pour :

Affaires ; Soins médicaux ; Compétition sportive ; Invitation ; Activité indépendante ; Activité indépendante / Secteur du divertissement ; Emploi salarié ; Emploi salarié / Activités sportives ; Emploi salarié / Secteur du spectacle ; Mission ; Raisons religieuses ; Recherche ; Études ; Transit ; Transport ; Tourisme.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Conformément à l'article 2, paragraphes 6 et 9, ainsi qu'aux articles 4 et 5 du [décret législatif n° 286 du 25 juillet 1998](#) (Texte unique des dispositions régissant l'immigration et la législation relative au statut des étrangers) et à l'article 5, paragraphe 8 bis, du [décret du Président de la République n° 394 de 1999](#) et de l'article 47, paragraphe 1, point i), du règlement (CE) n° 810/2009 ([code des visas](#)), il convient de noter ce qui suit :

Un visa de court séjour est une autorisation délivrée par un État membre aux fins de transit ou de séjour sur le territoire des États Schengen, pour une durée maximale de 90 jours au cours d'une période de 180 jours. Le visa délivré peut être :

- **VSU « Visa Schengen uniforme » (type C)**, valable pour entrer et circuler librement sur le territoire de tous les pays qui appliquent intégralement l'acquis de Schengen¹.
- **VTL « Visa à validité territoriale limitée » (type C)**, valable UNIQUEMENT sur le territoire de l'État qui l'a délivré ou, à titre exceptionnel, sur le territoire de plusieurs États membres, mais pas sur l'ensemble de ceux-ci.
- **VTA « Visa de transit aéroportuaire » (type A)**, permettant à son titulaire de transiter uniquement par la zone de transit internationale d'un ou de plusieurs aéroports d'un État membre.
- La possession d'un VSU ou d'un VTL ne confère pas automatiquement un droit d'entrée. À l'entrée sur le territoire Schengen, même si la personne concernée est en possession d'un VSU ou d'un VTL, les autorités frontalières peuvent lui demander de prouver que les conditions requises pour la délivrance du visa sont remplies. En outre, la police des frontières est habilitée à refuser l'entrée sur le territoire Schengen, même si la personne est en possession d'un visa valide, si elle estime que les conditions et exigences d'entrée sur le territoire Schengen énoncées à l'article 5 du [code frontières Schengen \(règlement \(CE\) n° 562/2006\)](#) ne sont pas remplies.
- À l'exception des visas d'entrée pour une activité rémunérée ou lucrative, la [directive du ministère de l'Intérieur du 1er mars 2000](#) a établi les critères permettant de définir les moyens financiers requis et a chiffré les moyens de subsistance à justifier, dans le cadre des conditions d'entrée sur le territoire italien et de la délivrance du visa.
- Dans un délai de huit (8) jours à compter de la date d'entrée en Italie, les ressortissants étrangers doivent se conformer aux obligations découlant des règles relatives au séjour sur le territoire de l'État membre, en demandant un titre de séjour ou en déclarant leur présence en fonction de leur type de visa. Les procédures sont indiquées dans la section « Types de visas ».
- **Important** : Une mesure d'éloignement administratif peut être prononcée à l'encontre d'un ressortissant étranger qui est entré sur le territoire de l'État membre en se soustrayant aux contrôles aux frontières, ou sans avoir demandé un titre de séjour, ou, le cas échéant, sans avoir déclaré sa présence dans les délais impartis (à moins que le retard ne soit dû à un cas de force majeure).
- Une mesure d'éloignement peut également être prononcée à l'encontre d'un ressortissant étranger qui, bien qu'ayant déclaré légalement sa résidence, reste sur le territoire de l'État membre au-delà de la durée autorisée.

¹ Les pays qui appliquent intégralement l'acquis de Schengen sont les suivants : [L'espace Schengen expliqué - Consilium](#)

CATÉGORIES DE VISAS

1) Soins médicaux, compétitions sportives, invitation, transit, transport.

Pour les demandes introduites à ces fins, les demandeurs doivent solliciter un « permis de séjour » directement auprès de l'« Ufficio Immigrazione » (Bureau de l'immigration) de la [Questura](#) (préfecture de police) compétente.

2) Activité indépendante ; Activité indépendante / Secteur du spectacle (artiste) ; Mission ; À des fins religieuses ; Recherche ; Emploi salarié / Secteur du spectacle ; Emploi salarié / Activités sportives ;

Pour les demandes introduites à ces fins, conformément à la convention signée entre le ministère de l'Intérieur et Poste Italiana SpA, les demandes de délivrance d'un « permis de séjour » doivent être déposées par le demandeur dans les bureaux de poste agréés (« [Sportello Amico](#) »). Il convient d'utiliser les kits postaux spécifiques disponibles dans les bureaux de poste, auprès des [institutions agréées et des municipalités](#). Lors de l'envoi de la demande, le bureau de poste délivrera un récépissé comportant deux codes d'identification personnels (identifiant et mot de passe) grâce auxquels le demandeur pourra vérifier l'état d'avancement de sa demande en se connectant au « [Portale Immigrazione](#) ». Le bureau de poste informera également le demandeur de la date du rendez-vous pour la prise de photos et d'empreintes digitales. La Questura informera ensuite le demandeur de la date à laquelle le permis de séjour pourra être retiré.

3) Emploi salarié ;

Pour les entrées à des fins professionnelles, y compris le perfectionnement professionnel (à l'exception toutefois des entrées liées à des activités dans les domaines du sport et du divertissement, pour lesquelles s'appliquent les procédures décrites au point 2), afin de demander la délivrance du titre de séjour, les ressortissants étrangers doivent d'abord se rendre au S.U.I. (Sportello Unico per l'Immigrazione – Guichet unique pour l'immigration) de la « Prefettura » compétente territorialement pour remplir et signer les documents requis et retirer le formulaire de demande de permis de séjour. Ils devront ensuite l'envoyer à un [Bureau de Poste](#) agréé, comme décrit au point 2) ci-dessus.

4) Affaires ; Tourisme ; Études ;

Pour les entrées effectuées à ces fins, conformément à [l'article 1 de la loi n° 68/2007](#), le permis de séjour n'est pas requis. Les ressortissants étrangers devront toutefois déclarer leur présence de l'une des manières suivantes :

- A. Pour les ressortissants étrangers provenant de pays qui n'appliquent pas l'accord de Schengen, l'obligation de faire une déclaration de présence est remplie lorsque le cachet frontalier est apposé (cachet uniforme Schengen) sur le document de voyage lors du contrôle à la frontière (veuillez vérifier qu'il est bien tamponné).
- B. Les ressortissants étrangers en provenance de pays appliquant l'accord de Schengen doivent présenter leur « [déclaration de présence](#) » dans les 8 jours suivant leur entrée à la [Questura](#) de la province où ils résident.
- C. Pour les personnes séjournant à l'hôtel, une copie de la déclaration signée par le ressortissant étranger et établie devant l'hôtelier constitue la déclaration de présence. Une copie de la déclaration sera remise au ressortissant étranger, qui devra la présenter chaque fois que la police ou les agents de sécurité le lui demanderont.

REMARQUE :

Sur les sites web officiels du [Ministère de l'Intérieur](#), du [Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale](#), de la [Polizia di Stato](#), du [Portail de l'immigration](#) et de la [Poste italienne](#), vous trouverez des informations plus détaillées concernant la réglementation en matière d'immigration, notamment sur les visas, les titres de séjour et les déclarations de présence, ainsi qu'une liste des bureaux de poste ([Sportello Amico](#)), des [Patronati et des Municipalités](#) (voir la page « Ricerca Strutture » - « Recherche d'institutions ») habilités à remplir le dossier postal pour le dépôt de la demande de titre de séjour, y compris les adresses des [Questure](#) compétentes.

Veuillez noter que les procédures décrites ci-dessus se réfèrent aux règles et procédures relatives au séjour régulier sur le territoire italien. Les ressortissants étrangers qui, bien qu'en possession d'un visa Schengen uniforme ou d'un visa à validité territoriale limitée valable pour plusieurs États membres, exercent leur droit à la libre circulation et au séjour dans les États membres autorisés, sont tenus de se renseigner auprès des autorités de l'autre État membre où ils se rendent sur les procédures à suivre pour la déclaration de résidence et le respect des règles de séjour applicables sur le territoire de cet État.

Sur le site web de [l'Union européenne](#), vous pouvez consulter les règlements européens accessibles au public (en plusieurs langues) relatifs à l'entrée sur le territoire Schengen et à la libre circulation, parmi lesquels le règlement (CE) n° 810/2009 ([Code des Visas](#)) et le règlement (CE) n° 562/2006 ([code frontières Schengen](#)).

Toute autre information non expressément mentionnée dans la présente note ou sur les sites institutionnels susmentionnés peut être demandée, partout en Italie, directement auprès du [Ministère de l'Intérieur](#) ou de la [Questure](#) compétente en matière d'immigration ou de séjour.

NUMÉROS DE TÉLÉPHONE ET SITES WEB UTILES (adresses complètes des liens Internet mentionnés dans le texte du document) :

- Décret-loi n° 286 du 25 juillet 1998: <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:decreto.legislativo:1998-07-25;286#>
- Décret présidentiel n° 394 de 1999: <https://www.normattiva.it/atto/>
- Loi n° 68/2007: <https://www.normattiva.it/atto/>
- Règlement (CE) n° 810/2009 (code des visas): <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2009/810/oj/eng>
- Règlement (CE) n° 562/2006 (Code frontières Schengen): <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2016/399/oj/eng>
- Règlement (UE) n° 265/2010: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/HU/TXT/?uri=CELEX:32010R0265>
- Circulaire du ministère de l'Intérieur du 1er mars 2000 (moyens de subsistance): <https://www.esteri.it/it/>
- Ministère des Affaires étrangères et des Relations internationales: <https://www.esteri.it/it/>
- Ministère de l'Intérieur (modes d'entrée): <https://www.interno.gov.it/it>
- Ministère de l'Intérieur (bureaux et coordonnées): <https://www.interno.gov.it/it>
- Questure: <https://questure.poliziadistato.it/>
- Polizia di Stato (State Police): <https://www.poliziadistato.it/articolo/view/10617/>
- Portale Immigrazione (Portail web de l'immigration): <https://www.portaleimmigrazione.it/ITA/index.html>
- Poste Italiane: <https://www.poste.it/guida-rilascio-e-rinnovo-permesso-di-soggiorno/>
- Sportello Amico: <https://www.poste.it/guida-rilascio-e-rinnovo-permesso-di-soggiorno/>
- Organismes agréés et municipalités: <https://www.portaleimmigrazione.it/ITA/index.html> (voir « Recherche de structures »)
- Déclaration de présence: <https://www.poliziadistato.it/articolo/>

Numéros d'urgence en Italie

Le principal numéro d'urgence en Italie est le 112, le Numéro d'Urgence Européen.

Le 112 est le numéro gratuit à composer en cas d'urgence en Italie et dans tous les États membres de l'Union européenne. En appelant ce numéro, un opérateur évalue la situation et transfère l'appel au service le plus approprié, tel que la police, les sapeurs-pompiers ou les services médicaux d'urgence, garantissant ainsi une réponse rapide et efficace.

Le numéro est également accessible depuis des téléphones sans carte SIM ou sans crédit. Il peut aussi être utilisé via l'application Where ARE U, qui transmet automatiquement la localisation de l'appelant à l'opérateur du Centre Unique de Réponse (CUR).



Direzione Generale per i Servizi ai Cittadini all'Estero e le Politiche Migratorie

SHORT-STAY VISA

(for up to 90 days)

INFORMATION FOR FOREIGN NATIONALS

"Rights and duties of foreign nationals for short-stay in the Schengen Area"

For holders of a visa issued by Italy for:

Business; Medical care; Sports competition; Invitation; Self-employment; Self-employment/Entertainment field; Salaried employment; Salaried employment/Sports activities; Salaried employment/Entertainment field; Mission; Religious reasons; Research; Study; Transit; Transport; Tourism.

GENERAL INFORMATION

Pursuant to art. 2, paragraphs 6 and 9, art. 4 and 5 of [Legislative Decree n. 286 of 25 July 1998](#) (Consolidated text of provisions governing immigration and legislation on the condition of foreigners) and to art. 5 paragraph 8 bis of [President of the Republic Decree no. 394 of 1999](#) and art. 47, paragraph 1, letter i) of Regulation (EC) 810/2009 ([Visa Code](#)), the following should be noted:

A short-stay visa is an authorisation issued by a Member State for the purpose of transit through or stay in the territory of the Schengen States, not exceeding 90 days in any 180-day period. The visa issued can be:

- **USV "Uniform Schengen Visa" (type C)**, valid to enter and move freely in the territory of all countries that apply the **Schengen Acquis** ⁽¹⁾ in full.
- **LTV "Visa with Limited Territorial Validity" (type C)**, valid ONLY for the territory of the issuing State or exceptionally for the territory of several member States, but not for all of them.
- **ATV "Airport Transit Visa" (type A)**, allowing the holder to transit through the international transit area of a Member State's airport(s) only.
- Possessing a USV or a LTV does not confer automatic right of entry. Upon entering the Schengen territory, even if the person concerned is in possession of a USV or a LTV, border authorities can ask them to prove that the requirements for the issue of the visa have been met. Moreover, border Police are entitled to deny entry into the Schengen territory, even if they are in possession of a valid visa, if they deem that the conditions and requirements for entry into the Schengen territory set out in article 5 of the [Schengen Borders Code \(Regulation EC no. 562/2006\)](#) have not been met.
- Except for entry visas for paid or gainful activity, the [Directive of the Ministry of the Interior of 1st March 2000](#) established the criteria for defining the required financial means and quantifies the subsistence means to prove, under the conditions for entry into the Italian territory and the issue of the visa.
- Within eight (8) days from the date of entry into Italy, foreign nationals must comply with the obligations arising from the rules on the residence in the territory of the Member State, by applying for a residence permit or by declaring their presence according to their type of visa. Procedures are indicated in paragraph "Types of Visas".
- **Important:** The administrative expulsion order may be made against a foreign national who entered the territory of the Member State by evading border controls, or without having applied for a residence permit, or, when applicable, without having declared their presence within the given deadlines (unless the delay was caused by force majeure). Expulsion may also be adopted against a foreign national who, despite having legally declared their residence, overstays in the territory of the Member State.

¹ The countries that apply the Schengen Acquis in full are: [The Schengen area explained - Consilium](#)

TYPES OF VISAS

1) **Medical care, Sports Competition, Invitation, Transit, Transport.**

For entries made for these purposes, applicants need to apply for a "Residence permit" directly at "Ufficio Immigrazione" (Immigration Office) of the relevant [Questura](#) (central police station).

2) **Self-employment; Self-employment/Entertainment field (artist); Mission; Religious purposes; Research; Salaried Employment/Entertainment field; Salaried employment/Sports activities;**

For entries made for these purposes, pursuant to the convention signed between the Ministry of the Interior and Poste Italiane SpA, applications for the issue of a "Residence permit" must be submitted by the applicant at accredited Postal Offices ("[Sportello Amico](#)"). Specific postal kits available at Postal Offices, at [Authorised institutions and Municipalities](#) should be used. When sending the application, the Postal Office will issue a receipt with two personal identification codes (userid and password) through which the applicant will be able to check the status of their application by connecting to "[Portale Immigrazione](#)". The Postal Office will also inform the applicant of the date of the appointment for photo-fingerprinting. The Questura will then inform the applicant when the residence permit can be collected.

3) **Salaried employment;**

For entries made for work purposes, including professional development (*but with the exception of entries for work activity in the sports and entertainment fields for which the procedures at point 2*), apply for the issue of the residence permit foreign nationals must first go to the S.U.I. (Sportello Unico per l'Immigrazione - Immigration One-Stop Shop) of the "Prefettura" with territorial jurisdiction to complete and sign the documentation requested and collect the residence permit application form. They will then need to send it to an accredited [Postal Office](#), as described in the above point 2).

4) **Business; Tourism; Study;**

For entries made for such purposes, pursuant to [art. 1 of Law 68/2007](#), the resident permit is not required. Foreign nationals will however need to declare their presence in one of the following ways:

- A) For foreign nationals coming from countries that do not apply the Schengen Agreement, the obligation to make a declaration of presence is fulfilled when the border stamp is affixed (Schengen uniform stamp) on the travel document at border control (Please double-check it is stamped).
- B) Foreign nationals coming from countries that do apply the Schengen Agreement must submit their "[declaration of presence](#)" within 8 days from entry at the [Questura](#) of the province where they reside.
- C) For those staying at hotels, copy of the declaration signed by the foreign national and made before the hotelier constitutes the declaration of presence. A copy of the declaration will be given to the foreign national who will have to show it every time it is requested by police and security officers.

PLEASE NOTE:

On the institutional websites of the [Ministry of the Interior](#), the [Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation](#), the [Polizia di Stato](#), the [Portale Immigrazione](#) and the [Poste Italiane](#), you can find more detailed information connected with the regulations on immigration, relating to visas, residence permits and declarations of presence, as well as a list of Postal Offices ([Sportello Amico](#)), of [Patronati and Comuni](#) (see page "Ricerca Strutture" - "Search institutions") authorised to complete the postal kit for the submission of the residence permit application, including the addresses of the relevant [Questure](#).

Please note that the procedures set out above refer to the rules and procedures relating to legal residence in the Italian territory. Foreign nationals who although in possession of a Uniform Schengen Visa or a Limited Territorial visa valid for more Member States, exercise the right to free movement and residence in authorised Member States, shall be required to obtain information from the authorities of the other Member State where they are going on the procedures to follow for the declaration of residence and compliance with the residence rules that apply in the territory of that State.

On the website of the [European Union](#) you can consult the public European Regulations (in different languages) on entry into the Schengen territory and free circulation, amongst which Regulation (EC) 810/2009 ([Visa Code](#)) and Regulation (EC) 562/2006 ([Schengen Border Code](#)).

Any other information not expressly covered in this Notice or on the above institutional sites may be requested throughout Italy directly from the [Ministry of the Interior](#) or the relevant [Questure](#), that are competent for migration or residence matters.

USEFUL PHONES NUMBER AND WEBSITES (extended addresses of web links quoted in the texts of the document):

- Legislative Decree no. 286 of 25 July 1998: <https://www.normattiva.it/ricerca/semplice>
- President of the Republic Decree no. 394 of 1999: <https://www.normattiva.it/ricerca/semplice>
- Law 68/2007: <https://www.normattiva.it/ricerca/semplice>
- Regulation (EC) no. 810/2009 (Visa Code): <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2009/810/oj/eng>
- Regulation (EC) no. 562/2006 (Schengen Borders Code): <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2016/399/oj/eng>
- Regulation (EU) no. 265/2010: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/HU/TXT/?uri=CELEX:32010R0265>
- Directive of the Ministry of Interior of 1 March 2000 (means of subsistence):
 - https://www.esteri.it/it/servizi-opportunita/ingressosoggiornoinitalia/mezzi_finanziar
- Ministry of Foreign Affairs and International Relations:
 - <https://www.esteri.it/it/>
- Ministry of Interior (ways of entry): <https://www.interno.gov.it/it>
- Ministry of Interior (offices and contacts): <https://www.interno.gov.it/it>
- Questure: <https://questure.poliziadistato.it/>
- Polizia di Stato (State Police): <https://www.poliziadistato.it/articolo/view/10617/>
- Portale Immigrazione (Immigration Web Portal): <https://www.portaleimmigrazione.it/ITA/index.html>
- Poste Italiane: <https://www.poste.it/guida-rilascio-e-rinnovo-permesso-di-soggiorno/>
- Sportello Amico: <https://www.poste.it/guida-rilascio-e-rinnovo-permesso-di-soggiorno/>
- Authorised institutions and Municipalities: <https://www.portaleimmigrazione.it/ITA/index.html> (see “Ricerca Strutture”)
- Declaration of Presence: <https://www.poliziadistato.it/articolo/dichiarazione-di-presenza>

Emergency number in Italy

The main emergency number in Italy is 112, the European Emergency Number.

112 is the free emergency number to call in any emergency situation in Italy and throughout all European Union member states. By dialing this number, an operator will assess the situation and route the call to the most appropriate service, such as the police, fire brigade, or emergency medical services, ensuring a rapid and efficient response.

The number can also be reached from phones without a SIM card or credit. It can also be used through the Where ARE U app, which automatically sends the caller's location to the operator at the Public Safety Answering Point (PSAP).